



HAL
open science

“ Retraites : “En niant l’existence de la contestation, le gouvernement nie l’existence du peuple” ”

Samuel Hayat

► To cite this version:

Samuel Hayat. “ Retraites : “En niant l’existence de la contestation, le gouvernement nie l’existence du peuple” ”. 2023. halshs-04031218

HAL Id: halshs-04031218

<https://shs.hal.science/halshs-04031218v1>

Submitted on 15 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

« Retraites : “En niant l’existence de la contestation, le gouvernement nie l’existence du peuple” »

Samuel Hayat, chercheur CNRS au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Quel regard portez-vous sur la séquence politique actuelle ?

Le mouvement social contre la réforme des retraites démontre deux choses. D’abord, comme au moment des Gilets jaunes, la capacité de protestation populaire au sein de la société française. Ensuite, la capacité de mobilisation d’institutions que l’on présente pourtant comme étant en perte de vitesse, les syndicats. En revanche, on voit que malgré cette contestation massive, il est possible pour les gouvernants d’avoir une pratique entièrement verticale et donc autoritaire du pouvoir. Ce n’est évidemment pas nouveau, mais c’est particulièrement flagrant actuellement.

Considérez-vous, comme les organisations syndicales mobilisées, que l’absence de réponse du pouvoir constitue « un grave problème démocratique » ?

Un gouvernement démocratique doit prouver en permanence qu’il gouverne dans l’intérêt du peuple, et aller chercher en permanence ce qu’est la volonté populaire et la mettre en œuvre, puisqu’il incarne la souveraineté du peuple. Or, sur ces deux points, le gouvernement actuel n’est pas au niveau de ce que l’on est en droit d’attendre de lui : il n’a pas convaincu sur la nécessité et l’intérêt de sa réforme et surtout il a choisi d’ignorer la protestation massive à laquelle il fait face. Ce qui apparaît ici, c’est que peu importe qu’il y ait une protestation massive, une protestation minoritaire ou pas de protestation, ça ne change absolument rien à l’action gouvernementale. Et ça c’est effectivement un grave problème démocratique, car en niant l’existence de cette contestation, le gouvernement nie l’existence même du peuple.

Emmanuel Macron ne nie pas cette contestation, puisqu’il affirme ne pas la « sous-estimer », mais rappelle qu’il a été élu avec un programme contenant cette réforme des retraites...

Ce qui pose un problème de légitimité démocratique, c’est qu’en tant que mandataire du peuple, il décide de faire comme si l’expression populaire ne l’obligeait pas, alors que le président doit rendre des comptes au peuple tout au long de son mandat. Et qui est ce peuple, ce « demos », à qui il doit rendre des comptes ? La notion est polysémique : ce sont les citoyens, ses électeurs, mais c’est aussi le peuple au sens social, les travailleurs. La démocratie, en un sens social, est un pouvoir exercé par et dans l’intérêt du plus grand nombre, ce que les socialistes du XIXe siècle appelaient la classe sociale la plus nombreuse et la plus utile, la classe laborieuse. Or, celle-ci a des représentants reconnus par la République et qui tirent aussi leur légitimité de l’élection : les syndicats. On observe ainsi un double déni de démocratie de la part du gouvernement : déni de démocratie politique parce que la volonté

populaire n'est pas entendue, mais également déni de démocratie sociale parce que qu'il refuse d'écouter les représentants des travailleurs, unanimes contre la réforme, et donc de reconnaître leur légitimité – pire, le président, qui pourtant ne cesse de mettre en avant le fait qu'il a été élu par le peuple, refuse même de recevoir les syndicats, pourtant eux aussi légitimés par l'élection.

Pourtant, si cette réforme va au bout, elle sera passée en utilisant les moyens légaux et démocratiques qu'offre la Ve République, quand bien même la majorité de la population y est hostile. Cela ne pointe-t-il pas une contradiction inhérente à notre organisation du pouvoir ?

La réelle contradiction se niche dans le fait que les institutions étatiques sont structurellement autoritaires, alors que l'esprit démocratique suppose que les politiques publiques ne sont légitimes que si elles vont dans l'intérêt de la majorité du peuple et qu'elles sont décidées par la majorité du peuple. De ce point de vue, les gouvernants ne sont pas dans l'illégalité en utilisant tous les moyens institutionnels possibles pour gouverner de manière autoritaire – mais cela pose un problème de légitimité démocratique. Le gouvernement respecte les règles institutionnelles de l'Etat mais trahit l'esprit démocratique de ces institutions.

Qu'incarne ce passage en force ?

En choisissant de décaler l'âge légal de départ à la retraite plutôt que d'augmenter les cotisations patronales ou les impôts des plus aisés, le gouvernement tranche dans le sens de l'intérêt des possédants plutôt que dans celui des travailleurs. Les bénéfices des entreprises n'ont jamais été aussi peu imposés depuis la Seconde guerre mondiale et les aides aux entreprises n'ont jamais été aussi hautes. Le but de l'Etat est d'attirer les capitaux et de leur offrir en France des conditions fiscales optimales au sein du système capitaliste mondial. Sauf qu'il faut bien trouver l'argent pour financer cet allègement continu des charges du capital – et pour cela l'Etat accentue la pression sur les travailleurs. C'est une décision qui peut avoir sa logique économique, mais qui va forcément poser problème sur le plan démocratique puisqu'elle favorise un petit groupe de possédants contre le plus grand nombre. Agir dans l'intérêt d'une minorité, les « *oligo* », au détriment du peuple, le « *dèmos* », c'est s'éloigner de la démocratie pour aller vers l'oligarchie.

Quels sont les risques ?

Le système démocratique a besoin que les gens s'intéressent aux affaires publiques. Or, si un nombre record de personnes se mobilisent contre la réforme des retraites [la mobilisation du 7 mars représente la plus large manifestation d'opposition à un projet gouvernemental depuis que la police comptabilise] et que malgré cela, le gouvernement fait comme si de rien n'était, cela revient à dire aux gens qu'il ne faut pas se préoccuper de la politique. C'est d'autant plus dissuasif que les travailleurs se mobilisent en sacrifiant leur salaire lorsqu'ils font grève. De la même manière, cela mine les institutions : à quoi sert de se syndiquer et de voter aux élections

professionnelles si les syndicats n'ont pas voix au chapitre ? On ne cesse de demander aux gens de s'impliquer davantage et lorsqu'ils le font en suivant les règles du jeu, ça n'a pas d'effet. En cela, le risque démocratique est immense. Des décennies de désincitation démocratique ne peuvent qu'entraîner un retrait massif des gens vers la sphère privée.

Un désintérêt donc, davantage que de la défiance ?

Le désintérêt est pire que la défiance, car la défiance est la preuve d'un intérêt pour les affaires publiques, ça peut créer de la vigilance, voire des mobilisations. Alors que le désintérêt et l'apathie, la démocratie ne peut fonctionner avec. Et les forces qui profitent le plus de la montée de l'apathie, du dégoût de la politique, ce sont les forces politiques autoritaires qui affirment pouvoir s'occuper de tout à la place des citoyens. Désintérêt et défiance ne sont pas antinomiques, mais le découragement conduit souvent plus à l'apathie qu'à la révolte.

Il n'y aura pas selon vous de radicalisation du mouvement, comme ce fut le cas pour les Gilets jaunes ?

C'est impossible à dire, mais la grosse différence entre le mouvement des Gilets jaunes et celui contre la réforme des retraites est que ce dernier est organisé par les syndicats, quand le premier n'était pas structuré. Les syndicats ont une capacité de mobilisation importante, mais celle-ci se heurte à un plafond : les syndicats ne représentent qu'une partie de la population, principalement les salariés de la fonction publique et des grandes entreprises privées. Les salariés des petites entreprises, les travailleurs précaires, les sous-traitants, les autoentrepreneurs, dont la part augmente, leur échappent largement. Ces travailleurs, qui constituaient une partie importante du mouvement des Gilets jaunes, semblent moins mobilisés aujourd'hui. Le pouvoir de blocage des syndicats s'arrête aux portes du monde du travail traditionnel, alors que les Gilets jaunes sont parvenus à bloquer le pays en s'emparant des ronds-points, des péages, des centres-villes... Ce qui a fait fléchir le gouvernement sur un certain nombre de sujets.

Dès lors, le gouvernement croit qu'il peut ignorer les mobilisations actuelles, il n'en a pas peur, pour deux raisons : d'un côté, ces dernières décennies, la force du maintien de l'ordre a été décuplée, avec une extension sans précédent de l'arsenal répressif policier et judiciaire. Et d'un autre côté, les syndicats semblent avoir perdu un des secrets de leur puissance originelle : leur lien fondamental avec le tumulte populaire. Ce qui leur donnait du pouvoir face à l'Etat, c'était d'avoir la main sur la bride de la force populaire et de promettre de réguler la contestation – en échange d'une reconnaissance par l'Etat d'un pouvoir de négociation. Aujourd'hui, malgré leur capacité mobilisatrice, les syndicats ne sont plus en mesure de brandir la menace du désordre. Sûr de sa force, le gouvernement peut choisir de les ignorer, ainsi que le peuple travailleur qu'ils représentent – au risque de nourrir la dépolitisation des citoyens et de mettre en danger l'esprit démocratique.

Propos recueillis par Romain Jeanticou, publiés avec son aimable autorisation.

Publié le 15 mars 2023 sur le site de Télérama

<https://www.telerama.fr/debats-reportages/retraites-en-niant-l-existence-de-la-contestation-le-gouvernement-nie-l-existence-du-peuple-7014681.php>